

Le grand débat national

DÉMOCRATIE
ET
CITOYENNETÉ

Organisé par la commune de



GÉNÉRALITÉS - ORGANISATION

La municipalité de la commune de l'Isle d'Espagnac (16340) a décidé d'organiser des débats sur chacun des thèmes choisis dans le cadre du grand débat national.

Le premier débat s'est tenu le 1/02/019. Le thème sélectionné était « La démocratie et la citoyenneté ».

9 citoyens et citoyennes sont venus débattre. Après une brève présentation de cette organisation par Mme La Maire, le débat a été animé par M. E. Demaison (Commissaire enquêteur).

Comme le précise la charte, seuls les 9 citoyens et citoyennes ont débattus. Les 10 élus de l'Isle d'Espagnac présents n'ont pas participé au débat mais ont pris des notes pour permettre l'établissement de ce compte-rendu.

Le débat s'est déroulé dans une excellente ambiance. Les échanges ont été très cordiaux et nourris.

A l'issue du tour de salle, toutes les personnes se sont déclarées satisfaites d'avoir pu débattre dans une ambiance sereine et bienveillante.

COMPTE RENDU DU DÉBAT

Le débat s'est organisé en suivant les différentes thématiques suivantes :

- Vie institutionnelle et démocratique,
- Être citoyen,
- Immigration et intégration,
- Les élus et le financement de l'activité politique

VIE INSTITUTIONNELLE ET DÉMOCRATIQUE

Le référendum d'initiative populaire est jugé très séduisant mais il devra être très encadré pour contrer ses effets néfastes : il devra être consacré à de grandes questions, les modalités d'établissements des questions devront être précises pour permettre un choix éclairé, les règles minimales de participation... Le désir actuel de référendum est interprété comme une perception de manque de représentativité par les citoyens. L'introduction de scrutins proportionnels pourrait être une alternative.

Un autre aspect : les commissions ; les décideurs prennent souvent leurs décisions suite à l'avis de commissions (nationales, régionales, départementales) auxquelles

participent l'administration et des élites parisiennes. Les citoyens ne sont pas représentés au sein de ces commissions. Il faudrait réfléchir à un mode de représentation des citoyens sur le principe de ce qui est fait pour les jurés. Une formation préalable de citoyens désignés serait certainement nécessaire étant donné la complexité des sujets traités. Méconnaissance par les citoyens présents du CESER et de son apport dans le débat démocratique.

Concernant les commissions parlementaires, il serait souhaitable que les citoyens assistent et participent aux travaux des commissions pour aider les associations à promouvoir leurs paroles. Ces dernières sont aujourd'hui entendues mais pas écoutées.

Les prises de décisions sont trop centrales et il y a une méconnaissance des particularités locales : l'avis du terrain n'est pas suffisamment connu et pris en compte et les modalités d'application sont trop uniformes. Concernant les projets de loi déposés par les députés, ceux-ci ne connaissent pas suffisamment le territoire. Les projets n'émanent pas du local. Il serait souhaitable que les députés aient exercé un mandat local auparavant. Cela leur permettrait aussi de mieux maîtriser les problèmes. L'expérience politique est utile pour l'exercice d'un mandat national.

Les citoyens présents étaient contre le cumul de mandats instantanés et pour une limitation des mandats consécutifs à 2 mandats.

ÊTRE CITOYEN

Un échange a eu lieu sur le vote obligatoire et le vote blanc. Le vote obligatoire a été jugé par une partie de l'assemblée comme une piste à explorer. Cependant, il faut aussi faire en sorte que le peuple s'intéresse plus à la chose publique. Les gens n'ont plus confiance. Le vote obligatoire ne peut pas être la seule solution. La prise en compte du vote blanc est jugée comme une des possibilités pour renouer le lien entre les citoyens et la politique.

L'assemblée a constaté l'absence de jeunes dans l'assistance. Que font les générations installées pour les jeunes ? Comment les mobiliser ? Le manque d'emplois qualifiés en milieu rural est certainement une des causes de leur désaffection. Par ailleurs le vote électronique pourrait être une solution pour augmenter leur mobilisation.

Pour permettre de mobiliser les jeunes et de trouver des solutions qui leurs conviennent il faudrait organiser des débats de ce type dans les lycées.

IMMIGRATION ET INTÉGRATION

Le constat a été fait que la planète se transforme et que demain il y aura des migrants climatiques. L'Europe est plus forte que chacun des États individuels pour traiter cette question, il faut qu'elle s'organise en ce sens pour être d'une puissance comparable à celles des USA, Chine et Russie. Il faut aider les pays pour que les gens immigrer le moins possible)

Le commerce des armes à laquelle la France participe est source d'instabilité dans ces régions.

L'assemblée était favorable aux votes des étrangers (sous conditions de résidence, paiement des impôts...). Le vote est un moyen d'intégration.

Pour permettre l'intégration des étrangers, les associations jouent un grand rôle qu'il faut mieux reconnaître.

LES ÉLUS – FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ POLITIQUE

Il y a trop d'élus (députés et sénateurs). Le sénat n'est pas jugé utile par la majorité des citoyens présents. Ce n'est pas un contre-pouvoir, il est considéré comme un doublon. Le remplacer par une forme de démocratie participative est peut-être une solution. La proportionnelle intégrale est jugée dangereuse car pouvant bloquer le processus législatif. Elle doit être intégrée à une certaine dose.

Il y a trop de strates pour gérer le territoire. Les départements n'ont plus d'utilité avec l'apparition des communautés d'agglomérations et les nouvelles régions aux pouvoirs étendus.

Plutôt que de revoir le salaire des élus, les citoyens préfèrent revoir le nombre des élus (sénat et département).

Les indemnités et les avantages à vie des anciens élus et ministres, et en particulier des présidents de la République, ne devraient pas exister. C'est un élément très dommageable pour la crédibilité de la politique.

Le niveau des salaires des hauts fonctionnaires et assimilés est trop important et il faut améliorer leur transparence.

Sur ces points un contrôle des citoyens est nécessaire pour éviter des dérives.

Le financement public des partis politique est jugé utile pour éviter les magouilles que la France a connues autrefois.

Les participants s'interrogent sur la manière dont sera analysé ce grand débat.